



DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS

15, RUE DE VAUGIRARD – 75006 PARIS

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10

marches-apj@senat.fr

PALAIS DU LUXEMBOURG ET SES DÉPENDANCES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURE ET MAINTENANCE D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS DE CUISINE

DCE

-

Marché de fournitures

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

JUILLET 2025

SOMMAIRE

Page

ARTICLE 1. – Objet de l'accord-cadre – dispositions générales	5
1.1. Modalités de l'accord-cadre.....	5
1.2. Pouvoir adjudicateur	5
1.3. Terminologie	5
1.4. Mission de l'entrepreneur	5
1.5. Utilisation de la langue française	6
ARTICLE 2. – Pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents	6
2.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre	6
2.2. Pièces constitutives du marché subséquent n° 1	6
2.3. Pièces constitutives des marchés subséquents n° 2 et suivants.....	7
2.4. Pièces à remettre au titulaire	7
ARTICLE 3. – Durée de l'accord-cadre et modalités de reconduction	8
ARTICLE 4. – Qualifications de l'entrepreneur.....	8
ARTICLE 5. – Objet de l'accord-cadre – Dérogations au principe d'exclusivité.....	8
ARTICLE 6. – Objet du marché subséquent n° 1.....	9
6.1. Nature des équipements de cuisine du Sénat – Périmètre du marché subséquent n° 1	9
6.2. Maintenance préventive	9
6.3. Visite de maintenance préventive supplémentaire.....	10
6.4. Maintenance corrective	10
6.5. Fourniture, pose et raccordement d'équipements neufs de valeur inférieure à 6 000 € HT	11
6.6. Rapport mensuel des interventions	12
6.7. État sanitaire des équipements des restaurants du Sénat.....	12
6.8. Audit technico-financier des équipements	12
ARTICLE 7. – Objet des marchés subséquents ultérieurs.....	12
ARTICLE 8. – Modalités de remise en concurrence des marchés subséquents ultérieurs au marché subséquent n° 1.....	13
8.1. Périodicité de la remise en concurrence.....	13
8.2. Modalité de la remise en concurrence	13
8.3. Modalités de remise des offres.....	13
8.4. Engagement des titulaires de l'accord-cadre sur les prix.....	13
8.5. Sélection des offres	14

8.5.1.	Stipulations applicables aux marchés subséquents ayant pour objet la fourniture, la pose et le raccordement d'équipements d'une valeur égale ou supérieure à 6 000 € HT14	
8.5.2.	Stipulations applicables en cas de relance du marché subséquent n° 1	14
8.5.3.	Stipulations applicables à tous les marchés subséquents ultérieurs au marché subséquent n° 1.....	14
8.6.	Attribution des marchés subséquents.....	14
8.7.	Infructuosité des remises en concurrence	14
ARTICLE 9. – Conditions d'exécution propres au marché subséquent n° 1.....		15
9.1.	Modalités d'exécution des prestations	15
9.2.	Obligations du titulaire	15
9.3.	Stabilité du personnel.....	16
9.4.	Intervention d'un organisme de contrôle.....	16
ARTICLE 10. – Circulation du personnel – Autorisation d'accès.....		16
ARTICLE 11. – Livraison		17
ARTICLE 12. – Sécurité – Lutte contre l'incendie.....		18
ARTICLE 13. – Délai de garantie.....		19
ARTICLE 14. – Sous-traitance		19
14.1.	Généralités	19
14.2.	Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché.....	20
14.3.	Modalités de paiement direct	21
ARTICLE 15. – Prix et modalités de règlement.....		21
15.1.	Stipulations applicables au marché subséquent n° 1.....	21
15.1.1.	Forme et contenu des prix.....	21
15.1.2.	Variation dans les prix	21
15.1.3.	Avance	22
15.1.4.	Règlement des comptes.....	22
15.2.	Stipulations applicables aux marchés subséquents ultérieurs	23
15.2.1.	Forme et contenu des prix.....	23
15.2.2.	Variation dans les prix	24
15.2.3.	Avance	24
15.2.4.	Règlement des comptes.....	24
15.3.	Stipulations communes	25
15.3.1.	Délai de paiement et intérêts moratoires.....	25
15.3.2.	Comptable assignataire chargé du paiement.....	25
ARTICLE 16. – Pénalités		25
ARTICLE 17. – Résiliation - mesures coercitives		26
ARTICLE 18. – Obligations de neutralité, de confidentialité et de discrétion professionnelles		27
ARTICLE 19. – Assurances		28
ARTICLE 20. – Convention sur la preuve		28

ARTICLE 21. – Attribution de compétence	28
ARTICLE 22. – Dérogations au CCAG	29

ARTICLE 1. – OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la maintenance, préventive et corrective, d'équipements chauds et froids de cuisine au Sénat (Palais du Luxembourg et ses dépendances, Paris VI^e). La description des prestations figure dans le présent cahier des clauses particulières (CCP).

1.1. Modalités de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un marché de fournitures, comprenant également des prestations de services.

Il constitue un accord-cadre multi-attributaires s'exécutant par marchés subséquents, conformément au premier alinéa de l'article R. 2162-2 et aux articles R. 2162-4 à R. 2162-10 du code de la commande publique. Ces derniers sont susceptibles, pour certains d'entre eux, de s'exécuter en tout ou partie par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R. 2162-8, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre ne comporte pas de minimum contractuel. En revanche, il comporte, conformément à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, un montant maximal contractuel. Le montant maximal contractuel est de 600 000 € HT pour l'ensemble de la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où ce plafond serait sur le point d'être atteint avant la date d'échéance maximale de l'accord-cadre, définie à l'article 3 du présent cahier des clauses particulières, le marché sera résilié par décision du Sénat, sans indemnité pour le titulaire.

1.2. Pouvoir adjudicateur

L'État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure du Sénat, est le pouvoir adjudicateur.

Il est représenté, pour l'exécution du présent marché, par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

1.3. Terminologie

Dans le présent dossier de consultation des entreprises (DCE), les termes prestataire(s), entreprise(s) ou entrepreneur(s) seront, indifféremment, les termes retenus pour désigner le(s) titulaire(s) de l'accord-cadre.

1.4. Mission de l'entrepreneur

L'entrepreneur réalise les prestations qui lui sont confiées conformément aux conditions de l'accord-cadre et aux règles de sa profession. Il est tenu de se conformer aux instructions de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat, ainsi qu'à la réglementation nationale et locale.

1.5. Utilisation de la langue française

La langue parlée sera exclusivement le français. L'entrepreneur devra donc s'assurer de la présence constante d'au moins un responsable pratiquant couramment cette langue.

De même, toutes les pièces écrites devront être rédigées en français, ou accompagnées d'une traduction.

ARTICLE 2. – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

2.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), les pièces contractuelles désignées ci-après constituent le marché et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant en cas de contradiction entre elles :

- l'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (*Journal Officiel* du 1^{er} avril 2021) ;
- les spécifications techniques applicables aux installations de chauffage, ventilation, climatisation, désenfumage et plomberie sanitaire du Sénat ;
- les principes applicables aux travaux de courant fort et courants faibles au Sénat ;
- l'offre technique du titulaire, notamment les réponses au cahier des réponses attendues.

2.2. Pièces constitutives du marché subséquent n° 1

- l'acte d'engagement complémentaire (AEC) du marché subséquent n° 1 ;
- le bordereau de prix unitaires (BPU) du marché subséquent n° 1 ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- l'offre technique du titulaire, notamment les réponses au cahier des réponses attendues ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché subséquent.

2.3. Pièces constitutives des marchés subséquents n° 2 et suivants

Les pièces constitutives des marchés subséquents viennent en complément des pièces contractuelles de l'accord-cadre. En cas de contradiction entre ces pièces, celles de l'accord-cadre prévalent sur celles du marché subséquent.

Les pièces contractuelles pour chacun des marchés subséquents sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS) :

- l'acte d'engagement complémentaire (AEC) de chaque marché subséquent ;
- le bordereau de prix unitaires (BPU) et/ou les prix d'unité compris dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de chaque marché subséquent, dont les quantités sont en revanche estimatives ;
- le descriptif technique des prestations faisant l'objet de chaque marché subséquent ;
- le cas échéant, l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de chaque marché subséquent.

2.4. Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification de l'accord-cadre et de chaque marché subséquent comprendra une copie de l'acte d'engagement ou de l'acte d'engagement complémentaire. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion de l'accord-cadre et du marché subséquent.

Les titulaires de l'accord-cadre et de chaque marché subséquent sont réputés avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE), ainsi que des caractéristiques du site concerné et de toutes les contraintes et sujétions prévisibles au moment de l'établissement de leur offre, notamment celles liées à la réalisation de prestations en milieu occupé, dans un site sensible sur les plans institutionnel, sécuritaire et patrimonial.

Tout ouvrage figurant aux documents graphiques et non décrit dans les pièces écrites est formellement dû, et *vice versa*.

Les stipulations des documents contractuels de l'accord-cadre et de chaque marché subséquent expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

Les titulaires ne peuvent faire valoir, en cours d'exécution de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent, aucune nouvelle condition, générale ou spécifique, sans l'accord exprès du Sénat.

Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du dossier de consultation ne sera acceptée. Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi en cas de litige.

ARTICLE 3. – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET MODALITÉS DE RECONDUCTION

L'accord-cadre s'exécute, à compter de sa notification, pour une durée d'un an. En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, il peut être tacitement reconduit trois fois pour une durée d'une année, soit une durée totale maximale de quatre ans.

Les attributaires ne peuvent s'opposer à la reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre à condition d'en informer, par lettre recommandée avec avis de réception, les attributaires au moins trois mois avant la date d'échéance annuelle de l'accord-cadre.

Dans le cas où l'accord-cadre s'achèverait sans qu'un nouvel attributaire ait été désigné, ou sans que l'entrée en vigueur du nouvel accord-cadre puisse intervenir à la date anniversaire, les attributaires seraient tenus de continuer l'exécution de l'accord-cadre dans toutes ses conditions pour une durée qui ne pourra excéder trois mois, sur simple ordre de service du Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

ARTICLE 4. – QUALIFICATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Au cas où le titulaire viendrait à perdre sa qualification ou ne présenterait plus des références professionnelles suffisantes, il pourrait être mis fin à sa participation à l'accord-cadre, sans indemnisation, par simple décision du pouvoir adjudicateur, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, avec un préavis d'un mois.

ARTICLE 5. – OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DÉROGATIONS AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ

Le champ d'application de l'accord-cadre comporte les prestations faisant l'objet du marché subséquent n° 1 et des marchés subséquents ultérieurs, telles que décrites ci-après.

Le Sénat se réserve le droit, par dérogation à l'exclusivité dont bénéficient les titulaires de l'accord-cadre :

- de confier à des entrepreneurs spécialisés, distincts des titulaires de l'accord-cadre, des prestations nécessitant une technicité particulière et présentant des difficultés particulières d'exécution ;
- de demander un état sanitaire complet des équipements à un prestataire extérieur à l'accord-cadre sous la forme d'un audit indépendant.

En outre, par dérogation à l'exclusivité dont bénéficie le titulaire du marché subséquent n° 1, dans le cas où celui-ci ne remettrait pas les devis demandés dans le délai prévu à l'article 6.5 du présent CCP, le Sénat se réserve le droit passer un autre marché subséquent, après mise en concurrence de l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre, pour la fourniture, la pose et le raccordement d'équipements neufs de valeur inférieure à 6 000 € HT, sans préjudice des autres sanctions applicables.

ARTICLE 6. – OBJET DU MARCHÉ SUBSÉQUENT N° 1

6.1. Nature des équipements de cuisine du Sénat – Périmètre du marché subséquent n° 1

Les cuisines, restaurants et buvettes du Sénat sont dotées d'équipements industriels :

- pour le froid, notamment des armoires réfrigérées positives et négatives, des armoires pâtisseries, des machines à glaçons, des réfrigérateurs, des congélateurs, des caves à vin ;
- pour le chaud, notamment des fours, des étuves, des lave-vaisselle, des lave-verres, des chauffe-plats, des cuisinières, des plaques à induction, des étuves.

Tous ces équipements sont identifiés par des numéros d'inventaire.

Ils se décomposent en deux ensembles :

- les équipements des cuisines et buvettes exploitées en régie par le Sénat, dont la liste est annexée au présent CCP. Ils se situent principalement dans les cuisines de l'Hôtel de la Présidence, des espaces de réception des Questeurs au 64 boulevard Saint-Michel et des salons de Tournon situés au premier étage de l'immeuble du 20 rue de Tournon, dans les offices de la salle René Coty, du Pavillon de l'Orangerie et de la Garde républicaine, ainsi que dans les différentes buvettes du Palais ;
- les équipements des cuisines des restaurants du Sénat (restaurant des sénateurs et restaurant en libre-service), dont la gestion est concédée.

N.B. Les prestations de maintenance préventive et corrective comprises dans le périmètre du marché subséquent n° 1 ne concernent que les équipements des cuisines et buvettes exploitées en régie par le Sénat, la maintenance des équipements des cuisines des restaurants du Sénat étant assurée par le concessionnaire. D'autres prestations relevant du marché subséquent n° 1, décrites ci-après, concernent l'ensemble des équipements de cuisine du Sénat.

6.2. Maintenance préventive

Le titulaire du marché subséquent n° 1 doit assurer la maintenance préventive des équipements des cuisines et buvettes exploitées en régie par le Sénat, dont la liste est annexée au présent CCP et, sans supplément de prix, celle des équipements qui viendraient à les remplacer, de même que des matériels supplémentaires qui seraient acquis pendant la durée de l'accord-cadre, dans la limite de 10 % du nombre d'équipements figurant dans cette liste.

Les visites de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de panne et de maintenir, dans le temps, les performances des équipements au niveau des performances initiales.

Elles font l'objet de rapports de visite rendant compte, pour chaque équipement, des contrôles et opérations effectués, des défauts constatés et des remèdes apportés.

Les visites de maintenance préventive sont réalisées selon les règles de la profession, à raison d'une fois par semestre, et comportent notamment les prestations suivantes :

- inspection visuelle,
- tests de fonctionnement,
- remplacement des pièces défectueuses ou dont l'usure met en péril le fonctionnement de l'équipement, complément de gaz, vérification des joints d'étanchéité ;
- remplacement des pièces dont la durée de vie est à terme.

6.3. Visite de maintenance préventive supplémentaire

Des visites de maintenance préventive supplémentaires, comprenant les mêmes prestations que ci-dessus, peuvent être demandées au titulaire du marché subséquent n° 1 par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, sur bon de commande.

6.4. Maintenance corrective

Les interventions de maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement immédiate, par le titulaire du contrat, des équipements des cuisines et buvettes exploitées en régie par le Sénat, dont la liste est annexée au présent CCP, à la suite d'une défaillance constatée par le Sénat.

Les interventions doivent être réalisées :

- sous 4 heures, à compter de la réception de la demande d'intervention, si celle-ci mentionne qu'il s'agit d'une urgence,
- sous 48 heures (hors dimanche et jours fériés), à compter de la réception de la demande d'intervention, pour les autres demandes.

Une fois l'intervention terminée, et avant son départ du site concerné, le technicien du titulaire doit rendre compte de son action par téléphone au numéro communiqué par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins (01 42 34 22 10) et par courriel (ceven-apj@senat.fr).

Un compte rendu écrit doit ensuite être établi à la suite de l'intervention, et remis à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins (DAPJ).

Ce compte rendu dit « rapport d'intervention » doit être contresigné par un représentant du Sénat et mentionne obligatoirement :

- la date de l'intervention,
- l'équipement ayant fait l'objet de l'intervention,
- le numéro d'inventaire de l'équipement (AXX-XXXXX),
- le nom du technicien,

- la durée de l'intervention,
- les prestations réalisées.

Une copie de ce rapport d'intervention doit être jointe, en guise d'attachement, à la facture, celle-ci devant préciser les lignes du bordereau de prix unitaires applicables.

Si la réparation ne peut être réalisée immédiatement, le devis correspondant à la réparation doit être adressé à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins dans les 48 heures suivant l'intervention (hors dimanche et jours fériés). En cas d'urgence signalée par écrit, ce délai est réduit à 24 heures. Une intervention nécessitant un travail de brasure au chalumeau doit être spécifiée sur le devis. Dans ce cas, le technicien doit demander un permis de feu et être en possession d'un extincteur lors de son intervention. À compter de la réception du devis validé, l'attributaire doit intervenir dans un délai maximal de 48 heures (hors délai de commande de la pièce mentionné sur le devis).

En cas de non-respect des délais prévus au présent article, il pourra être fait application des pénalités prévues au présent CCP.

6.5. Fourniture, pose et raccordement d'équipements neufs de valeur inférieure à 6 000 € HT

En cas d'impossibilité de réparer un équipement trop vétuste nécessitant son remplacement, le titulaire établit un devis de remplacement pour un nouvel équipement équivalent, comprenant tous les organes de raccordement et incluant l'évacuation de l'équipement existant.

Les équipements concernés sont ceux des cuisines et buvettes exploitées en régie par le Sénat, dont la liste figure en annexe, mais également ceux des cuisines des restaurants du Sénat (restaurant des sénateurs et restaurant en libre-service).

Le titulaire est tenu d'établir tous les devis qui lui seront demandés par le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ou ses représentants par écrit (courriel). Ces devis doivent impérativement décrire les prestations à réaliser, faire apparaître clairement les quantités de travaux ou fournitures et leur coût, en faisant référence aux lignes du bordereau de prix unitaires applicables. Ils doivent être remis dans un délai de 72 heures.

Toutefois, à titre exceptionnel, pour des interventions urgentes, ce délai peut être réduit à 24 heures.

L'installation des équipements a lieu du lundi au samedi, en dehors des heures de service des cuisines. L'évacuation de l'équipement non réparable est incluse.

En cas de non-respect de ces délais par le titulaire, il pourra être fait application des pénalités prévues au présent CCP, sans préjudice des stipulations de l'article 5.

L'entrepreneur devra suppléer par ses connaissances professionnelles aux détails qui auraient pu être omis dans la demande de devis ou sur les plans. De ce fait il ne saurait prétendre en aucun cas, ultérieurement, à une majoration quelconque du prix.

Par ailleurs, l'entrepreneur devra proposer dans ses devis les alternatives techniques qu'il jugera nécessaires à la parfaite réalisation du travail. S'il en allait autrement,

l'entrepreneur assumerait toutes les conséquences financières de son manquement à son devoir de conseil.

6.6. Rapport mensuel des interventions

Un rapport mensuel des interventions devra être remis à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins (DAPJ). Il comprendra :

- la liste des interventions de maintenance corrective réalisées conformément à l'article 6.4 (en indiquant les équipements concernés, la date d'intervention et le montant) ;
- la liste des équipements de moins de 6 000 HT remplacés conformément à l'article 6.5 (en indiquant les équipements concernés, la date de remplacement et le montant).

6.7. État sanitaire des équipements des restaurants du Sénat

Un état sanitaire des équipements des restaurants du Sénat (restaurant des sénateurs et restaurant en libre-service), dont la maintenance est assurée par le concessionnaire, pourra être demandé au titulaire. Cet état sanitaire pourra concerner l'ensemble des équipements ou un équipement isolé.

6.8. Audit technico-financier des équipements

Un audit technico-financier des équipements, visant à en estimer la valeur vénale compte tenu de leur état de fonctionnement et de leur vétusté, pourra être demandé au titulaire.

Cet audit pourra porter, soit sur des équipements des cuisines et buvettes exploitées en régie par le Sénat, dont la liste est annexée au présent CCP, soit sur des équipements des restaurants du Sénat (restaurant des sénateurs et restaurant en libre-service). Cet audit pourra concerner l'ensemble des équipements ou un équipement isolé.

ARTICLE 7. – OBJET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS ULTÉRIEURS

Des marchés subséquents ultérieurs seront conclus, après mise en concurrence des attributaires de l'accord-cadre et à la survenance d'un besoin nouveau, pour la fourniture, la pose et le raccordement d'équipements d'une valeur égale ou supérieure à 6 000 € HT. Un marché subséquent ayant le même objet que le marché subséquent n° 1 pourra également être passé en cas de résiliation ou de non-reconduction de celui-ci.

Le contenu des prestations à réaliser sera indiqué dans le dossier de consultation afférent à chaque marché subséquent.

La pose et le raccordement sont à effectuer en dehors des horaires de service des cuisines, du lundi au samedi. La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins peut imposer une pose et un raccordement le samedi uniquement.

Sauf précision contraire, s'il s'agit du remplacement d'un équipement existant, l'évacuation de celui-ci est incluse.

ARTICLE 8. – MODALITÉS DE REMISE EN CONCURRENCE DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS ULTÉRIEURS AU MARCHÉ SUBSÉQUENT N° 1

Lors de la survenance d'un besoin répondant à l'objet de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur fera parvenir à l'ensemble des entreprises titulaires de l'accord cadre une lettre de consultation comportant tous les éléments nécessaires à la présentation de leur offre.

8.1. Périodicité de la remise en concurrence

La remise en concurrence interviendra au moment de la survenance du besoin.

8.2. Modalité de la remise en concurrence

À l'occasion de chaque remise en concurrence¹, un dossier de consultation précisant au minimum les pièces devant être retournées au pouvoir adjudicateur ainsi que le délai limite de remise des offres, sera mise en ligne sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics du Sénat, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Ce dossier de consultation comportera au minimum une lettre de consultation et un acte d'engagement complémentaire spécifique au besoin faisant l'objet de la remise en concurrence. Il pourra comporter également, le cas échéant, un descriptif technique des prestations à réaliser, un bordereau de prix unitaires ou une décomposition du prix global et forfaitaire, ainsi qu'un cahier des réponses attendues à compléter, ou encore des plans.

8.3. Modalités de remise des offres

Les titulaires de l'accord-cadre transmettront leur offre avant l'expiration du délai limite, obligatoirement et exclusivement sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics du Sénat : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les offres qui parviendraient (avis de réception électronique sur la plateforme faisant foi) après le délai limite (date et heure) fixé dans la lettre de consultation ne seront pas retenues.

8.4. Engagement des titulaires de l'accord-cadre sur les prix

Lors de la passation des marchés subséquents ayant pour objet la fourniture, la pose et le raccordement d'équipements d'une valeur égale ou supérieure à 6 000 € HT, les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à ce que leur offre financière soit au moins aussi avantageuse que celle présentée pour les marchés subséquents fictifs lors de la passation de l'accord-cadre, en tenant compte de l'inflation.

¹ À l'exception du marché subséquent n° 1 dont les pièces seront remises concomitamment aux pièces concernant l'accord-cadre.

8.5. Sélection des offres

8.5.1. Stipulations applicables aux marchés subséquents ayant pour objet la fourniture, la pose et le raccordement d'équipements d'une valeur égale ou supérieure à 6 000 € HT

En application du 4° de l'article R. 2162-10 du code de la commande publique, chaque marché subséquent sera attribué au titulaire de l'accord-cadre ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères du prix (pondéré entre 30 % et 70 %) et des délais (pondéré entre 30 % et 70 %).

La pondération de ces critères sera indiquée dans la lettre de consultation de chaque marché subséquent.

8.5.2. Stipulations applicables en cas de relance du marché subséquent n° 1

En cas de résiliation ou de non-reconduction du marché subséquent n° 1 et de passation d'un autre marché subséquent ayant le même objet, celui-ci serait attribué au titulaire de l'accord-cadre ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères prévus par le règlement de la consultation pour la passation du marché subséquent n° 1.

8.5.3. Stipulations applicables à tous les marchés subséquents ultérieurs au marché subséquent n° 1

Chaque marché subséquent sera attribué séparément.

Conformément à l'article R. 2161-5 du code de la commande publique, le Sénat se réserve la possibilité de faire préciser aux titulaires la teneur de leur offre, au besoin après audition ou visio-conférence, sans négociation possible.

8.6. Attribution des marchés subséquents

L'attribution de chaque marché subséquent sera notifiée au titulaire et fera l'objet d'un ordre de service portant la signature du Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

8.7. Infructuosité des remises en concurrence

Dans l'hypothèse d'une absence d'offres ou du dépôt d'offres soit irrecevables au sens de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, soit inappropriées, le marché serait déclaré infructueux.

Le Sénat se réserve alors la possibilité de faire appel à un prestataire extérieur aux titulaires de l'accord-cadre et dans le cadre d'une procédure de passation de marché distincte.

ARTICLE 9. – CONDITIONS D'EXÉCUTION PROPRES AU MARCHÉ SUBSÉQUENT N° 1

Le présent article est applicable au marché subséquent n° 1 et, le cas échéant, à tout marché subséquent ultérieur ayant le même objet.

9.1. Modalités d'exécution des prestations

Les prestations de maintenance préventive, rémunérées par application d'une redevance annuelle forfaitaire, s'exécutent sur simple ordre de service.

Les prestations rémunérées par application des prix unitaires prévu au BPU s'exécutent sur bon de commande. L'émission d'un bon de commande pourra être précédée d'une demande de devis.

9.2. Obligations du titulaire

Le titulaire devra prévoir pour chaque prestation des effectifs qualifiés en nombre suffisant pour intervenir dans les délais d'exécutions contractuels. Il devra être à même de mener « de front » toutes les prestations qui lui seront commandées pour une même période.

Il prendra à sa charge toutes les sujétions annexes nécessaires aux opérations de maintenance et au remplacement des matériels telles que :

- remise en état des locaux après intervention pour les désordres de son fait ;
- ouverture et remise en place, avec réglage, de faux planchers ou faux plafonds prévus pour un démontage fonctionnel ;
- protection des installations des autres corps d'état ;
- manutention ;
- moyens d'accessibilité sur les équipements, *etc.*

Le titulaire est responsable de tous les équipements sur lesquels il intervient, même d'une façon partielle. Tous les équipements, après intervention, devront être en parfait état de fonctionnement et de sécurité et avoir un aspect de finition au moins identique à celui qu'elles avaient auparavant.

L'entrepreneur est tenu, pour ce qui le concerne, d'assurer la propreté de la zone d'installation en enlevant au fur et à mesure tous les gravois, déchets, emballages, *etc.* consécutifs à ses travaux. À défaut, il pourra être fait application des pénalités prévues au présent CCP.

En cas de défaillance constatée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, le nettoyage de la zone d'installation pourra être fait aux frais de l'entrepreneur, par une entreprise choisie par le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

Le titulaire prendra les mesures de sécurité propres à supprimer les risques d'accident corporel lors des interventions, ainsi que les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel, à celui du Sénat et aux tiers.

Un plan de prévention des risques, élaboré en liaison avec le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, sera signé par le titulaire.

9.3. Stabilité du personnel

Le titulaire devra veiller à assurer une grande stabilité des personnels qu'il affectera à l'exécution du marché.

Il devra, notamment, nommer un chargé d'affaires, responsable des techniciens, qui sera l'interlocuteur principal dûment mandaté par sa direction générale afin de pouvoir engager l'entreprise par ses décisions et soumettre à l'accord du Sénat la liste des personnes autorisées à effectuer la maintenance des matériels et installations objet du présent marché.

Pour chaque nouvelle année calendaire, le chargé d'affaires devra faire parvenir la liste des techniciens. Elle sera accompagnée des fiches individuelles de demandes d'autorisations d'accès ainsi que des photocopies des titres d'identité en cours de validité.

Il devra remplacer immédiatement le personnel d'intervention si le Sénat en fait la demande, à la suite des insuffisances, défaillances ou incidents dûment constatés.

9.4. Intervention d'un organisme de contrôle

Le Sénat se réserve le droit de contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations, éventuellement avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

ARTICLE 10. – CIRCULATION DU PERSONNEL – AUTORISATION D'ACCÈS

Seuls devront être utilisés par le personnel du titulaire d'un marché subséquent et de ses sous-traitants éventuels les parcours, accès et locaux désignés. Il est formellement interdit de pénétrer ou de circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les locaux autres que ceux désignés.

L'accès au site des intervenants est conditionné par la détention d'un badge nominatif. À cette fin, le titulaire devra pour chacun d'eux formuler une demande d'autorisation d'accès auprès de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, **au plus tard trois jours ouvrés avant la date du premier accès**, sur un portail dédié, accessible par un lien qui lui sera communiqué en temps utile. En cas de personnel d'entreprise sous-traitante, la raison sociale de cette dernière devra être clairement indiquée.

Ce lien est propre à chaque entreprise et permettra également de saisir les demandes d'accès pour le compte des éventuels sous-traitants. En aucun cas ce lien ne devra être communiqué à des tiers.

Chaque demande devra être saisie avec le plus grand soin ; la moindre différence entre les informations saisies et celles figurant sur les cartes d'identité des personnels concernés empêchera la délivrance d'un titre d'accès.

Pour les personnes ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès, un badge avec photo sera établi par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Ce titre d'accès est strictement personnel.

Chaque intervenant devra présenter son badge lors de tout accès au site et le porter sur lui en permanence.

Ces badges permettent l'accès au Sénat, qui est un site très sensible sur le plan sécuritaire. Chaque intervenant devra en prendre le plus grand soin.

En conséquence :

- toute perte devra être immédiatement déclarée à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins (01 42 34 22 10) ou au Poste Central (PC) Sécurité (01 42 34 21 04) en dehors des horaires d'ouverture du Sénat ;
- à l'expiration de leur période de validité, les badges devront être restitués à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, par lettre recommandée avec avis de réception ou en main propre contre décharge. Il en va de même des cartes d'accès délivrées à des personnes qui cessent d'intervenir au Sénat ou de faire partie du personnel des entreprises titulaires ou de leurs sous-traitants.

Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, ce titre d'accès aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants.

Il en sera de même pour les demandes éventuelles de prolongation de la durée de validité du titre d'accès.

Toute perte de badge ou négligence le concernant, ainsi que la communication à des tiers du lien de saisie des demandes de badges, constitueront un manquement grave à la sécurité et seront sanctionnées à ce titre, conformément aux pénalités prévues au marché, du simple fait de leur constatation et ce, sans nécessité d'une mise en demeure préalable.

À l'expiration de la période de validité, les cartes d'accès devront être restituées au Sénat.

ARTICLE 11. – LIVRAISON

Le titulaire d'un marché subséquent assurera par ses propres moyens la réception des fournitures et leur transport jusqu'au lieu d'exécution, ainsi que la pose, le raccordement et la mise en service.

Les prestations s'exécutent au Palais du Luxembourg et dans ses dépendances. Un plan d'identification des bâtiments ainsi que la liste de désignation de ces derniers figurent en annexes du présent CCP.

Les livraisons auront lieu du lundi **au samedi inclus** et impérativement en dehors des heures de service des cuisines, à la date fixée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

Les demandes de livraison doivent être transmises à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins au moins trois jours ouvrés à l'avance. Ces demandes doivent préciser le nom, le prénom, les date et lieu de naissance et la qualité de tous les passagers, le motif de la demande (objet de la livraison), la date et l'heure d'arrivée du véhicule, ainsi que son numéro d'immatriculation. L'entreprise concernée y joint une copie de la carte d'immatriculation du véhicule. Ces créneaux devront être validés par le Sénat.

Par dérogation à l'article 5.3. du CCAG-FCS :

- les impératifs du Sénat pouvant conduire à reporter ou annuler une livraison au dernier moment, le titulaire est tenu, dans cette hypothèse, sans frais supplémentaires pour le Sénat, de programmer une nouvelle livraison ;
- pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice.

Les véhicules devront respecter l'itinéraire indiqué par Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins jusqu'au site de livraison. L'entreprise concernée fera son affaire de la livraison et du déchargement sur le lieu qui lui sera indiqué. En aucun cas elle ne recevra de l'aide de la part des services du Sénat pour ces opérations.

Tout manquement donnera lieu à l'application des pénalités prévues au présent CCP en cas de manquement à la sécurité.

ARTICLE 12. – SÉCURITÉ – LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Un plan de prévention sera établi au début du marché subséquent n° 1 et, s'il y a lieu, de tout autre marché subséquent.

Des « permis de feu » doivent être délivrés, en amont des travaux, à toutes les entreprises dont les interventions comportent des « points chauds » (travaux générateurs d'étincelles ou de surfaces chaudes) ou produisent des émanations de poussières susceptibles d'activer les têtes de détection incendie.

Le « permis de feu » est établi par l'entreprise demandeuse et transmis à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, avec un délai de prévenance minimal de 7 jours, pouvant être ramené à 2 jours en cas d'urgence dûment justifiée. Chaque local fait l'objet d'un permis spécifique.

L'entreprise doit respecter les lieux, dates et horaires mentionnés dans le permis, sous peine de subir la pénalité prévue au marché en cas de manquement à la sécurité.

Elle doit prendre contact, au début et à la fin des travaux, avec le PC Sécurité (01 42 34 21 08 ou 01 42 34 32 07), disposer d'un extincteur plombé à proximité de sa zone d'intervention et afficher le « permis de feu » sur la zone de chantier.

En cas de travaux par « points chauds », l'entreprise est tenue de mettre fin à ses interventions au minimum deux heures avant le départ des personnels de l'entreprise. Une

présence humaine de l'entreprise à proximité du « point chaud » doit être maintenue sur le site à tout moment, y compris à l'heure du déjeuner, pour surveiller le chantier et éviter un départ de feu en l'absence des ouvriers.

En fin de journée, un des compagnons doit attendre la ronde de « fin de chantier » du service de sécurité ; il ne peut partir que sur autorisation dudit service, celui-ci ayant préalablement constaté qu'il n'y a plus de points chauds et donc pas de risque de départ de feu.

Les travaux par « points chauds » sont interdits dans les périodes de fermeture du Palais du Luxembourg (dimanches, jours fériés, samedis du mois d'août, tous les jours avant 7 h 30...). Lorsqu'une dérogation à ce principe est nécessaire, elle doit être sollicitée au minimum une semaine à l'avance.

ARTICLE 13. – DÉLAI DE GARANTIE

Une garantie d'une durée minimale d'un an sur l'ensemble des prestations de chaque marché subséquent est applicable, sauf durée plus longue proposée par le titulaire dans son offre.

Outre les éléments proposés par le titulaire dans son offre, la garantie inclut :

- les opérations de réparation du matériel en panne ;
- la fourniture des petites fournitures, pièces détachées utilisés à l'occasion de ces opérations ;
- si nécessaire, le transport aller-et-retour du matériel du Sénat vers l'atelier de réparation du titulaire ;
- le prêt d'un matériel de remplacement (présentant des caractéristiques équivalentes) en cas de panne immobilisant un matériel sous garantie pour une durée supérieure à 48 heures.

Pour tous travaux réalisés sur prescription des organes de contrôle, le titulaire procédera à la vérification réglementaire et fournira les attestations de contrôle technique suite à l'intervention.

Les matériels non conformes ou reçus endommagés devront être remplacés dans un délai maximum de 15 jours calendaires ou dans le délai inférieur proposé par le titulaire.

ARTICLE 14. – SOUS-TRAITANCE

14.1. Généralités

Le titulaire d'un marché subséquent, s'il envisage de sous-traiter une partie des prestations prévues à celui-ci¹, doit préalablement demander à la Direction de l'Architecture,

¹ Conformément à l'article L. 2193-1 du code de la commande publique, les prestations de fourniture ne peuvent être sous-traitées.

du Patrimoine et des Jardins d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Toute déclaration de sous-traitance, qu'elle intervienne au moment de l'offre ou après la notification du marché, doit être établie au moyen du formulaire DC4¹, dûment complété et signé par le soumissionnaire ou le titulaire et par le sous-traitant envisagé. La déclaration doit en outre être accompagnée des pièces suivantes :

- une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;
- une attestation de règlement des cotisations URSSAF datant de moins de trois mois.

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement justifier des qualifications et/ou références au moins équivalentes à celles nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous-traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'acceptation sera rejetée.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (dossier incomplet, etc.), celle-ci sera rejetée. Il est précisé que le délai d'instruction du dossier d'acceptation du sous-traitant est de 14 jours.

En cas de sous-traitance occulte constatée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées. Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCP.

Le titulaire informera la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en cas de défaillance d'un sous-traitant.

14.2. Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché

Après la notification d'un marché subséquent, toute déclaration de sous-traitance doit être transmise en premier lieu par courriel aux adresses marches-apj@senat.fr et compta-apj@senat.fr, au moins 14 jours avant la date envisagée d'intervention du sous-traitant.

Après vérification par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, l'original du dossier doit être transmis par courrier postal à l'adresse suivante : Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris, ou déposé au 64 bis boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

Il est rappelé qu'en application de l'article R. 2193-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne pourra pas accepter un sous-traitant admis au paiement direct ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-46 du même code n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R. 2193-6 dudit code ne lui a pas été remise.

¹ Ce formulaire peut être téléchargé à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

14.3. Modalités de paiement direct

Il sera fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-12 du code de la commande publique.

Le titulaire joint à ses projets de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

ARTICLE 15. – PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

15.1. Stipulations applicables au marché subséquent n° 1

15.1.1. Forme et contenu des prix

Les prix sont libellés en euros.

Les prestations sont rémunérées à prix mixtes :

- par application d'une redevance annuelle forfaitaire, telle qu'indiquée dans l'acte d'engagement complémentaire, pour les prestations de maintenance préventive ;
- par application des prix unitaires prévus au bordereau de prix unitaires pour les autres prestations.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais liés à la protection des ouvrages existants et avoisinants, à l'évacuation et à l'élimination des déchets ainsi qu'au nettoyage de fin d'intervention, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

15.1.2. Variation dans les prix

Les prix sont révisables à chaque reconduction annuelle du marché subséquent, dans les conditions fixées ci-après. Les coefficients applicables au prix d'achat des pièces ou équipements sont fixes.

15.1.2.1. Mois d'établissement du prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres initiales. Ce mois est appelé mois zéro.

15.1.2.2. Index de référence

L'index de référence I est le CPF 33.12 « réparation de machines et équipements mécaniques » (INSEE identifiant 010764276, base 2021).

15.1.2.3. Modalités de révision des prix

La révision des prix est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient de révision C donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \frac{I_n}{I_0}$$

dans laquelle :

- I_0 est la valeur de l'index de référence I , au mois zéro ;
- I_n est la dernière valeur connue de l'indice de référence à la date de révision, y compris lorsqu'il s'agit d'une valeur provisoire.

S'agissant des prestations exécutées sur bon de commande, le coefficient de révision applicable est celui résultant de la dernière révision périodique précédant la notification du bon de commande.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision des prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. Il devra à cette fin envoyer au Sénat sa proposition de prix révisés (notamment un bordereau de prix unitaires révisés), par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au cours du mois précédant la date de révision.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

15.1.3. Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, il sera fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et R. 2193-17 du code de la commande publique pour le versement d'une avance sont remplies, tant en ce qui concerne les prestations rémunérées par application d'une redevance forfaitaire annuelle qu'en ce qui concerne les prestations rémunérées à prix unitaires et prescrites par chaque bon de commande.

Conformément à l'article R. 2191-7 du même code, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 dudit code, le taux de l'avance est porté à 30 %.

15.1.4. Règlement des comptes

Le règlement des comptes et du solde s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-FCS, sous réserve des précisions ci-dessous.

La redevance annuelle sera payable par fractions trimestrielles, à terme échu. L'entrepreneur devra saisir ses demandes de paiement, au plus tard le 5 du mois pour le trimestre précédent, sur la plateforme de facturation qui lui sera indiquée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins sur l'ordre de service correspondant. À titre

indicatif, la plateforme de facturation habituellement utilisée par le Sénat pour la gestion de ses marchés de maintenance est la plateforme EDIFLEX.

S'agissant des prestations rémunérées à prix unitaires et s'exécutant sur bon de commande, chaque bon de commande fait l'objet d'un règlement définitif après complète exécution. Il ne donne lieu, en principe, qu'à un paiement unique. Toutefois, un acompte pourra être versé au titulaire en cas d'exécution partielle, seul le paiement du solde ayant le caractère d'un règlement définitif. Le titulaire adresse ses demandes de paiement à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, *via* la plateforme électronique indiquée sur le bon de commande correspondant, au plus tard huit jours après l'exécution des prestations.

Les demandes de paiement comprennent les mentions prévues au CCAG-FCS.

Le titulaire joint à chacune de ses demandes de paiement :

- la description des prestations effectuées avec le détail des pièces remplacées et le numéro bleu ou rouge de l'équipement révisé ;
- la description des fournitures livrées ;
- la localisation des travaux (n° de pièce) ;
- les numéros des « bons de commande » ou « ordres de service » ;

Seront joints :

- les factures de fournisseurs avec précision du coefficient appliqué ;
- tous documents justificatifs ;
- le rapport d'intervention éventuel.

15.2. Stipulations applicables aux marchés subséquents ultérieurs

Il pourra être dérogé aux stipulations du présent 15.2 dans les documents particuliers de chaque marché subséquent.

15.2.1. Forme et contenu des prix

Les prix sont libellés en euros.

Les prestations seront rémunérées dans les conditions prévues par les documents particuliers de chaque marché subséquent.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais liés à la protection des ouvrages existants et avoisinants, à l'évacuation et à l'élimination des déchets ainsi qu'au nettoyage de fin d'intervention, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

15.2.2. Variation dans les prix

Les prix sont fermes et actualisables dans les conditions prévues ci-après.

15.2.2.1. Mois d'établissement du prix

Le mois de remise de l'offre du titulaire est appelé mois zéro.

15.2.2.2. Index de référence

L'index de référence I est le CPF 33.12 « réparation de machines et équipements mécaniques » (INSEE identifiant 010764276, base 2021).

15.2.2.3. Modalités d'actualisation des prix

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation des prix est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient d'actualisation C donné par la formule :

$$C = \frac{I_{n-3}}{I_0}$$

dans laquelle I_0 et I_{n-3} sont les valeurs de l'index de référence I mentionné à l'article 15.2.2.2, respectivement au mois zéro et trois mois avant le début d'exécution des prestations.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause d'actualisation du prix et de procéder lui-même au calcul de la formule d'actualisation, qu'il joindra à ses demandes de paiement, avec justifications à l'appui.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule d'actualisation.

15.2.3. Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, il sera fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et R. 2193-17 du code de la commande publique pour le versement d'une avance sont remplies.

Conformément à l'article R. 2191-7 du même code, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 dudit code, le taux de l'avance est porté à 30 %.

15.2.4. Règlement des comptes

Le règlement des comptes et du solde s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-FCS, sous réserve des précisions ci-dessous.

Chaque marché subséquent ne donne lieu, en principe, qu'à un paiement unique. Toutefois, un acompte pourra être versé au titulaire en cas d'exécution partielle, seul le paiement du solde ayant le caractère d'un règlement définitif.

Le titulaire adresse ses demandes de paiement à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, *via* la plateforme électronique indiquée sur l'ordre de service ou le bon de commande correspondant, **au plus tard huit jours après l'exécution des prestations.**

Les demandes de paiement comprennent les mentions prévues au CCAG-FCS.

Le titulaire joint à chacune de ses demandes de paiement :

- la description des prestations effectuées avec le détail des pièces remplacées et le numéro bleu ou rouge de l'équipement révisé ;
- la description des fournitures livrées ;
- la localisation des travaux (n° de pièce) ;
- les numéros des bons de commande ou ordres de service ;
- tous documents justificatifs.

15.3. Stipulations communes

15.3.1. Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est fixé par le code de la commande publique.

15.3.2. Comptable assignataire chargé du paiement

Le comptable assignataire chargé du paiement des sommes dues pour l'exécution des prestations du présent marché est le Trésorier du Sénat, 15, rue de Vaugirard - 75006 Paris.

ARTICLE 16. – PÉNALITÉS

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités sont dues dès le premier euro.

Les pénalités appliquées au titre du marché subséquent n° 1 ne pourront excéder, au titre de chaque année d'exécution du marché, 20 % du montant de la redevance annuelle forfaitaire, augmenté du montant total des bons de commande.

Sauf clause contraire dans les documents particuliers du marché, les pénalités appliquées au titre des marchés subséquents ultérieurs ne pourront excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation d'un manquement ou d'un retard par le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, sans mise en demeure préalable.

En aucun cas, le titulaire ne pourra, pour justifier ses retards ou manquements, invoquer le manque de renseignements ou d'instructions, l'obligation de les provoquer suffisamment à l'avance lui incombant.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Il sera fait application des pénalités suivantes :

Manquement aux règles de sécurité édictées par le Sénat, manquement à la sécurité des personnes et des biens, par infraction	1 500 €
Manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité, par infraction	1 500 €
Prestations réalisées par un sous-traitant non déclaré, par intervention	1 500 €
Non-respect d'une injonction de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, après mise en demeure, par jour calendaire	100 €
Retard dans la remise d'un devis, d'un rapport d'intervention, d'un rapport de maintenance, d'une facture, par jour calendaire	75 €
Dépassement du délai de 4 h pour les interventions demandées sous 4 h, par heure	100 €
Dépassement du délai de 48 h pour des interventions demandées sous 48 h, par demi-journée	250 €
Retard dans le remplacement de matériels non conformes ou reçus endommagés, par jour calendaire	250 €
Retard dans la pose d'un équipement de plus de 6 000 € HT, par jour calendaire	100 €
Tout autre retard dans l'exécution des prestations, par jour calendaire	100 €
Non-respect d'une autre prescription du marché, par infraction	100 €

Par dérogation, la pénalité prévue ci-dessus pour « non-respect d'une autre prescription du marché » n'est pas libératoire.

ARTICLE 17. – RÉSILIATION - MESURES COERCITIVES

Il sera fait application des articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Par ailleurs, le présent accord-cadre engage chacun de ses titulaires à répondre aux consultations organisées pour l'attribution des marchés subséquents.

S'il ne peut répondre à une consultation pour un marché subséquent dans les conditions fixées au présent CCP, le titulaire doit motiver par écrit son absence d'offre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier sans mise en demeure préalable la résiliation du présent accord-cadre à ses torts, sans qu'il puisse prétendre à une quelconque indemnité, au titulaire :

- qui, à deux reprises, ne répondrait pas à une lettre de consultation relative à un marché subséquent ;
- ou qui aurait manqué à ses obligations par une exécution défailante d'un ou plusieurs marchés subséquents.

L'accord-cadre pourra être résilié, sans indemnité, si le titulaire venait à perdre ses qualifications ou références pour quelque raison que ce soit.

La résiliation de l'accord-cadre pour faute ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

Par ailleurs, le marché pourra être résilié, sans indemnités, aux frais et risques de l'entrepreneur en cas de non satisfaction des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs au travail dissimulé.

Enfin, et par dérogation au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre ou d'un de ses marchés subséquents pour motif d'intérêt général, le Sénat ne devra aucune indemnité de résiliation au(x) titulaire(s).

ARTICLE 18. – OBLIGATIONS DE NEUTRALITÉ, DE CONFIDENTIALITÉ ET DE DISCRÉTION PROFESSIONNELLES

Les personnels des titulaires sont liés, pendant l'exécution de l'accord-cadre et de chaque marché subséquent, par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Cette obligation de discrétion et de confidentialité professionnelles continue de s'appliquer postérieurement à la réception des prestations et ce, sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit aux titulaires et à leurs personnels :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant soit les prestations réalisées au Sénat, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;
- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Les titulaires s'engagent, sous leur responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels qu'ils respectent strictement cette obligation.

Les titulaires s'interdisent de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai au Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, qui décidera de la suite à leur donner.

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, *etc.*) est soumise à autorisation préalable du Sénat.

Les obligations définies à la présente clause ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCP, la résiliation immédiate et sans indemnité de l'accord-cadre et de tout marché subséquent à l'égard du titulaire défaillant.

Les titulaires pourront, sur leur demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

ARTICLE 19. – ASSURANCES

Les titulaires s'engagent à souscrire une police d'assurance responsabilité civile couvrant tous les risques dont ils pourraient être tenus pour responsables dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol. Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, ils devront justifier de cette souscription au plus tard dans les quinze jours suivant la notification du présent accord-cadre et avant tout début d'exécution des prestations, puis à la demande du Sénat, à tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 20. – CONVENTION SUR LA PREUVE

Le pouvoir adjudicateur et les titulaires conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent accord-cadre reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

ARTICLE 21. – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de contestations ou de litiges touchant à l'application, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy, 75004 Paris) sera seul compétent.

ARTICLE 22. – DÉROGATIONS AU CCAG

Article du CCAG – FCS auquel il est dérogé	Article du CCP portant stipulations dérogatoires
4.1 (priorité des pièces)	2.1 et 2.3 (ordre de priorité)
4.2.1 (pièces à remettre)	2.4 (pièces à remettre au titulaire)
5.3 (livraison)	10 (circulation) et 11 (livraison)
14 (pénalités)	16 (pénalités)
42 (résiliation)	17 (résiliation)